

# Mauvaise foi de nos conscriptionnistes

**Les embarras qu'ils suscitent à notre gouvernement —  
Le cas de l'Australie — Pourquoi M. King n'a pas d'affaire à se rendre à Londres**

**SI NOS SOLDATS SONT EN ANGLETERRE, C'EST QUE  
LE "WAR OFFICE" VEUT LES Y GARDER**

(Par Léopold RICHER)

Ottawa, 24-IV-41. — Les conscriptionnistes sont de mauvaise foi. Leur malhonnêteté éclate chaque fois qu'ils reviennent sur leur marotte. Un journal loyaliste écrit, par exemple, que M. Mackenzie King s'est engagé à faire un effort de guerre maximum et qu'un effort semblable ne peut s'accomplir sans conscription totale. Revenant sur la déclaration de M. Mackenzie King lundi dernier, le même journal rappelle que le premier ministre s'est dit satisfait de la façon dont les Canadiens s'enrôlent. Si le premier ministre est satisfait du recrutement, c'est que l'objectif que le gouvernement se propose d'atteindre est limité et inadéquat, continue cette gazette. Et après avoir parié de ci et de ça, sans beaucoup de suite ni de logique, l'organe officieux des jingoes soutient que la façon dont on procède au recrutement a quelque chose d'hésitant. La situation serait d'autant plus troublante que la population jette les regards sur la Grèce où se déroule une épopée à laquelle les Canadiens n'ont point de part.

Certes, personne ne songe ici à prendre la défense d'un gouvernement qui a tenu, de la façon qu'on sait, ses plus solennels engagements. D'un autre côté, c'est une oeuvre de salubrité publique que de démasquer la malhonnêteté de personnages qui, connaissant parfaitement les faits, exploitent sans scrupule une situation dont ils ne montrent qu'un aspect. Pas un journaliste responsable n'ignore que l'emploi des troupes canadiennes relève exclusivement des autorités britanniques. Le premier ministre l'a affirmé nettement lundi dernier, au cours de la conférence de presse. S'il n'y a pas de troupes canadiennes en Grèce, s'il n'y en a pas en Egypte, c'est que les autorités britanniques ont jugé préférable de retenir en Angleterre, pour la défense du sol anglais, les soldats qui sont peut-être les mieux entraînés et les mieux équipés de l'Empire. Par conséquent, accuser le gouvernement canadien de ne pas faire

son devoir parce que nos soldats ne partagent pas le sort des troupes australiennes en Grèce, cela équivaut à de la fourberie. Et l'on sait ce qui se passe en Australie...

## La vérité maltraitée

Comment tenir un autre langage quand on voit le peu de cas que les impérialistes font de la vérité? Le Canada est entré dans le conflit pour se porter au secours de la Grande-Bretagne. Dès sa déclaration de guerre à l'Allemagne, le gouvernement canadien s'est mis entièrement à la disposition de Londres. Le Canada a cru devoir se rendre aux désirs de la Grande-Bretagne, accepter ses suggestions, approuver ses décisions. Si Londres avait décidé d'envoyer des soldats canadiens en Afrique du Nord ou en Grèce, le gouvernement canadien n'aurait soulevé aucune objection. L'Australie est exactement dans la même situation. Si les soldats australiens, néo-zélandais et sud-africains ont participé aux campagnes d'Afrique et de Grèce, c'est qu'ils étaient plus à même de se rendre sur les terrains de bataille. Et si les soldats canadiens sont demeurés en Grande-Bretagne, c'est que Londres jugea nécessaire leur présence sur le sol anglais, pour repousser toute tentative d'invasion.

## Le cas australien

Ces choses sont connues des journaux impérialistes comme des journaux qui préconisent une véritable politique canadienne. Ceux-ci ont la décence de respecter la vérité, tandis que ceux-là la dénaturent afin d'arriver à leurs fins. Si tous les Canadiens pensaient à ce qui se passe en Australie, ils se rendraient compte de la sagesse de certaines décisions du premier ministre. On préconise la convocation d'un conseil de guerre impérial à Londres et on pousse les premiers ministres des Dominions à s'y rendre. Mais qu'arrive-t-il en Australie? Pendant que M. Robert Menzies, premier ministre de ce Dominion, est en voyage à Londres, son pays est en proie

(Suite à la dernière page)

# Politique de guerre

(Suite de la première page)

à une crise intérieure. En Australie il y a un gouvernement de coalition: les partis n'aiment pas la façon dont le gouvernement australien participe à la guerre. L'*Advisory War Council* d'Australie n'a pas été consulté lorsque les soldats de ce pays ont été envoyés en Grèce où il paraissent être en sérieux danger. Examinons ces quelques faits, tirons-en les conclusions qui s'imposent, puisqu'à Ottawa on en discute couramment.

## Coalition ?

En premier lieu, que faut-il penser des avantages d'un gouvernement de coalition? En Australie c'est un gouvernement de ce genre que l'on a constitué à la suite des dernières élections. Non pas un gouvernement national proprement dit, parce que le parti travailliste n'a pas voulu s'associer aux autres dans la formation du cabinet. Les travaillistes ont cependant accepté de faire partie d'un *Advisory War Council*. Voici qu'une crise politique éclate en Australie, en dépit de l'existence d'un conseil de guerre et d'un gouvernement de coalition. Au Canada, on admet que la formation d'un gouvernement national proprement dit est chose impossible, parce que le parti conservateur est incapable de se faire représenter dans le cabinet par des hommes d'un tant soit peu de valeur. Le plus loin que M. King pourrait aller, ce serait de créer un gouvernement de coalition, comme en Australie. Cela ne mettrait pas le cabinet plus fort, ne stabiliserait pas davantage le gouvernement, ne mettrait pas le pays à l'abri des crises politiques. L'expérience australienne est concluante sur ce point.

## Pas à Londres

En deuxième lieu, on a demandé à M. Mackenzie King de se rendre à Londres, de prendre connaissance de ce qui s'y passe et d'y consulter les chefs politiques et militaires du Royaume-Uni. M. R. B. Hanson a déjà publiquement invité M. King à entreprendre le voyage. Les journaux impérialistes reviennent souvent sur la même idée. La suggestion est inutile, malveillante et imprudente. Inutile, parce que M. King peut d'Ottawa consulter M. Churchill aussi souvent qu'il le désire au moyen du téléphone transatlantique; malveillante, parce que la suggestion a principalement pour but d'embarrasser le premier ministre; imprudente, parce que pendant l'absence de M. King, il pourrait se produire n'importe quoi au pays. On l'a vu ces jours derniers alors que M. King était aux Etats-Unis. M. W. D. Herridge a profité de l'absence du premier ministre pour lancer son appel en faveur de la conscription. (M. Menzies, qui est encore à Londres, subit les feux de la critique de la presse australienne).

## Les troupes en Grèce

Enfin, examinons la question de l'envoi de troupes en Grèce. Il est plutôt étrange de constater que nos loyalistes regrettent que les soldats canadiens n'aient pas pris part aux opérations de Grèce, alors que les Australiens regrettent que leurs troupes y aient été envoyées sans qu'on les consultât. Les deux points de vue ne sont guère conciliables. Ici on exploite l'aspect héroïque de la campagne de Grèce. Et l'on dit: "Il y a là des Anglais et surtout des Australiens. Mais pas un seul Canadien!" En Australie on est beaucoup plus réaliste. La presse australienne déclare: "La campagne de Grèce est une aventure. On y a envoyé des soldats australiens sans consulter notre *Advisory War Council*. La décision a été prise par Londres, en dehors de notre connaissance". Soutiendra-t-on, dans nos journaux impérialistes du Canada, que les Australiens ne sont pas loyaux à l'Empire et ne sont pas prêts à assumer toute leur part de la défense commune?

## Ils jouent de malheur

Les propagandistes jouent de malheur. Le premier ministre du Canada disait aux Communes le 25 mars 1941: "Nous ne sommes en guerre que depuis dix-huit mois et dans cet espace de temps notre armée s'est développée au point que nous comptons aujourd'hui dans nos trois services de l'armée un quart de million d'hommes en service actif. Ce chiffre ne comprend pas les 175,000 hommes inscrits dans notre armée de réserve, qui peuvent être appelés à servir pour la défense de notre territoire. (...) Jamais dans les annales de la guerre un peuple de onze millions n'a donné si volontiers et ne s'est engagé à donner si pleinement ses richesses, ses ressources et ses hommes". Que veut-on de plus? La semaine prochaine, lorsque le ministre des Finances déposera son budget, on se rendra mieux compte de l'étendue de nos sacrifices pour la cause anglaise et impériale. M. J.-L. Ilsley sera à même de démontrer à l'aide d'arguments que tout le monde comprendra: taxes, surtaxes, anciens impôts relevés et nouveaux impôts, que le Canada fait sa large part pour assurer le salut de l'Empire.

A cause de la réaction qui se produit en Australie, on devrait être extrêmement prudent au Canada. D'ici quelque temps les événements européens pourront créer un état d'esprit nettement défavora-